

Jean-Pierre Obin

SEGREGATION URBAINE, SEGREGATION SCOLAIRE

(Ouverture de la journée du Sénat d'Education et devenir, 1999)

« *L'éducation est un facteur majeur d'intégration et de lutte contre l'exclusion, notamment dans les quartiers en difficulté. L'éducation nationale contribue à la mise en œuvre de cette priorité de la politique de la ville en assurant partout la présence du service public* », déclare le Comité interministériel des villes du 30 juin 1998 dans un texte d'orientation intitulé *Une nouvelle ambition pour les villes*. C'est cette affirmation et son statut – credo édifiant, constat objectif, idéal à atteindre ? – que nous nous proposons d'examiner dans cette journée d'étude organisée par Education & Devenir, en partenariat avec les deux grandes fédérations de parents d'élèves (FCPE et PEEP), les Cahiers pédagogiques, Hachette-Education, la Ligue de l'enseignement et la Conférence des directeurs d'IUFM.

Une première interrogation touche l'approche territoriale elle-même. Sont-ce des « banlieues » difficiles, des « zones » prioritaires, des « cités » sensibles, des « quartiers » à l'abandon qu'il convient de traiter, soigner, réhabiliter, réintégrer selon les terminologies en vigueur ? Les maux sociaux seraient-ils circonscrits aux marges de la cité ? Ou bien la crise touche-t-elle la société urbaine dans son ensemble ? N'est-elle pas le sous-produit d'un fonctionnement social plus global, un symptôme, grave certes, mais un symptôme seulement d'une affection plus générale du corps social ?

La seconde interrogation touche, au travers du vocabulaire le plus souvent employé, nos représentations du phénomène ségrégatif : « fracture » à « réduire ; « mal » qu'il faut « soigner », etc. Ce vocabulaire médical et de la traumatologie laisse penser que nous serions les victimes d'un phénomène accidentel, conséquence d'une sorte de dérapage social mal contrôlé. Et s'il s'agissait de tout autre chose : du résultat d'une volonté politique ? De l'effet, souhaité, de politiques ségrégatives ?

La troisième et dernière interrogation porte sur l'école et son rôle dans cette affaire. Est-elle – elle aussi – une victime, comme le laisse à penser une approche exclusive par les actes de violence et de délinquance juvénile ? Ou bien est-elle un acteur impliqué – voire un auteur privilégié – de cette crise ?

Qu'on me permette, en avant-propos, de développer succinctement chacune de ces interrogations, qui seront peut-être pour notre journée d'étude, autant de pistes de réflexion.

CRISE TERRITORIALE OU CRISE SOCIALE ?

A vouloir focaliser l'analyse de la crise sociale que traverse notre pays sur certains territoires, on se demande si les solutions qu'on tente de dégager ne vont pas à l'encontre des buts recherchés. Comme l'écrit Dominique Sanchez dans un récent article du journal *Le Monde* : « *Utilisés à profusion, ces formules-clichés mettent en effet l'accent sur des*

territoires – le quartier, la banlieue, la ville, etc. – comme si les phénomènes que ces appellations désignent communément quand elles sont employées – violence, toxicomanie, délinquance, etc. – trouvaient leur origine première dans la géographie. C’est un peu comme si l’on accusait les plaines de la Marne de la boucherie des tranchées de 14-18 ou comme si on attribuait à la commune belge de Waterloo la responsabilité de la défaite de Napoléon 1^{er} ! ».

Du diagnostic que certaines difficultés économiques, sociales et scolaires se concentrent plus précisément dans certains quartiers, faut-il conclure qu’il suffirait de transformer ces lieux pour changer l’ordre social des choses ? On se souvient de la formule d’Harlem Désir dans les années quatre-vingt : la réparation des boîtes aux lettres et des ascenseurs allait rétablir l’urbanité chancelante dans les HLM ! On a déversé depuis des milliards sur ces quartiers, au point que certains travailleurs sociaux nous alertent aujourd’hui : « *Arrêtez de nous donner de l’argent, des moyens, nous ne savons plus qu’en faire !* ». De plus, il n’est pas certain que cette politique – taxée par certains d’inefficacité (voir l’échec des zones franches par exemple) – ne soit pas perverse au bout du compte : développement de l’assistanat, encouragement au vandalisme de certains groupes, « pompage » de certains crédits par des réseaux délinquants, etc. De plus, ces politiques constituent une sérieuse entorse à un modèle républicain qui se veut en principe « indifférent aux différences », qui ne connaît que des individus – les citoyens – et ne veut reconnaître l’existence politique d’aucun groupe social (les ouvriers...), ou culturel (les « maghrébins »...), ni aucun territoire privilégié (zone prioritaire...). Le modèle démocrate, favorable à la reconnaissance politique des différences, ne semble pas ici sans pertinence : une étude réalisée par l’INSEE en 1993-1994 auprès de treize mille ménages, a montré que le taux de chômage parmi les actifs de quinze ans et plus était de 24,2 % pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, contre 13,6 % pour l’ensemble de la France métropolitaine. De la même façon, 45 % des jeunes de seize à vingt-cinq ans de ces cités étaient membres d’une famille touchée par le chômage, contre 24,4 % pour la France entière.

Sont-ce ces quartiers qui sont « difficiles » ou est-ce la situation familiale, économique et scolaire de ceux qui y habitent à défaut d’autre possibilité ? Sont-ce les « quartiers » qui souffrent ou la société qui exclue et concentre les difficultés en certains lieux, afin de mieux préserver les autres ? Les politiques de la ville menées depuis quelques années, qui ont consisté à chercher sur place des solutions spécifiques pour les populations qui y résident, les ont peut-être enfermés un peu plus dans un cadre pénalisant. Faut-il par exemple créer des emplois dans les « quartiers d’exil », pour leurs habitants, ou aider ces derniers à accéder au marché du travail dans une agglomération ? Par peur de stigmatiser certains groupes sociaux, en particulier les immigrés, n’a-t-on pas contribué à stigmatiser certains territoires, et par conséquent certains établissements scolaires ? Au bout du compte, la ségrégation sociale a-t-elle été stoppée ou freinée, ou bien accélérée par les politiques de territorialisation ?

ACCIDENT SOCIAL OU VOLONTE POLITIQUE ?

Voici le témoignage d’un jeune du quartier de la Reynerie à Toulouse, recueilli par un journaliste au lendemain des émeutes dont il a été le théâtre : « *Ce quartier quand on était mômes, il était bien, il y avait des activités, des associations, pas de racisme, on vivait bien, normaux. On est rejetés grave. Ça pète aux yeux : du chômage, pas d’aide, des gosses obligés de partir un peu mal, des bâtons dans les roues, des cages à poules pour*

vivre. Tout ça c'est voulu, ils nous ont amenés ici comme du bétail, ils nous ont entassés. On n'a pas choisi d'y vivre. Maintenant, ils voudraient se débarrasser du quartier. Ils nous laissent pourrir. On est enfermés et seuls. Dehors, en ville, les gens nous « sentent ». Ils se méfient, ils nous méprisent. Pourtant il y a plein de gens sérieux ici. Pourquoi la télé et les journaux ne nous montrent jamais comme on est ? Ils nous font passer pour des sauvages qu'ont rien dans la tête. Dès ma naissance, je savais que j'aurai une mauvaise histoire. Ici, dès que ta mère te porte, t'es foutu ».

Question : est-on là en face d'une sorte de dérive paranoïaque, ou est-ce la description fidèle d'une certaine réalité sociale ? Qui sont d'ailleurs ceux que ce jeune englobe derrière un « ils » impersonnel ? Les élus et les responsables politiques ? Les « français de souche » ? Ce qui est certain, c'est que ce témoignage dénote un énorme sentiment de frustration sociale et d'injustice politique. Pourtant, l'existence de quartiers populaires et de cités ouvrières n'est pas une chose nouvelle, l'école y a toujours été présente et l'habitat y a été sensiblement amélioré depuis une cinquantaine d'années. Qu'est-ce qui a véritablement changé dans ces quartiers ? D'où provient l'altération indéniable des conditions de la vie en commun et de la considération apportée aux institutions publiques, notamment à l'école ? La dégradation de la situation économique est-elle la seule responsable de cette situation ? D'autres logiques, politiques et culturelles, ne sont-elles pas également à l'œuvre et ne contribuent-elles pas à rendre plus complexes, et donc moins solubles les difficultés de la vie sociale ?

La décentralisation par exemple a-t-elle atténué ou contribué à renforcer les égoïsmes locaux ? Les « patriotismes de territoire » débouchent à l'extrême sur des « guerres » entre bandes de quartier, qui ne sont pas principalement déclenchées sur des bases de contrôle d'un territoire pour des activités délinquantes, mais dénotent le besoin de s'identifier, de s'enraciner symboliquement et d'exister collectivement. L'égoïsme local, hélas, s'exprime en France sous des formes plus larges et au plus haut niveau, comme le remarque François Ascher (que nous entendrons dans un instant) lorsqu'il écrit : « *En 1990 déjà, ce sont des députés de tous les partis qui, réagissant plus comme maires que comme élus de la Nation, se sont opposés au Parlement à l'obligation d'intercommunalité prévue dans le projet de loi d'orientation pour la ville (LOV) qui prétendait lutter contre la ségrégation sociale et promouvoir une véritable solidarité citadine* ». On constate une nouvelle fois que l'addition des intérêts particuliers ne définit pas forcément un intérêt général, et donc une politique sociale. Les forces ségrégatives qui travaillent le corps social ont été, semble-t-il, renforcées par les politiques publiques en matière foncières, d'urbanisme et de logement. « *Les communes pauvres ont construit encore plus de logements sociaux, sans que les équipements et les emplois suivent, tandis que les communes attirent des populations les plus aisées ou/et les activités les plus fiscalement rémunératrices* » ajoute le même auteur. Ceux que les américains appellent les *Nimbys* (*Not in my backyard* : pas dans mon jardin !) possèdent en France aussi de puissants relais, notamment politiques. Dans ce cadre général, on est donc amené à se poser la question de l'effet des politiques scolaires : ont-elles également participé à ces politiques ségrégatives, ou les ont-elles atténuées ?

L'ECOLE : VICTIME, ACTEUR OU AUTEUR DES SEGREGATIONS ?

La perception majoritaire, au sein de l'éducation nationale, et notamment chez les enseignants des établissements « sensibles », est sans conteste celle d'une école victime de la crise sociale. Mais l'implication – dramatique parfois, pathétique souvent – des

enseignants et des chefs d'établissement ne vaut pas critère d'objectivité. Car comment expliquer l'existence d'une sur-ségrégation scolaire, notamment dans certains collèges, par rapport à la ségrégation de l'habitat, et quel rôle y jouent les établissements privés et l'administration publique ? Le fameux consumérisme scolaire, de concept éclairant dans les années quatre-vingts, n'est-il pas devenu un écran qui dissimule des préoccupations et des stratégies plus complexes des familles, le laxisme et la pusillanimité de certains responsables publics, et l'égoïsme et l'immoralité de certains responsables de l'enseignement privé ? Peut-on juger plus objectivement de la pertinence et de l'efficacité des politiques d'implantation des établissements, de la carte scolaire, de la sectorisation, du maintien d'une ségrégation de l'enseignement professionnel, du partenariat entre services de l'Etat ?

Face à la logique « libérale » du « marché scolaire », le sociologue Jean-Paul Payet distingue deux types de ségrégations. La première, « à caractère simple », est l'effet conjugué de la ségrégation résidentielle et de l'évitement d'une partie des familles habitant le quartier vis à vis de certains collèges notamment. La seconde, « à caractère complexe », résulte à la fois de l'action des familles et de celle de l'établissement. Afin d'éviter sans doute la « ghettoïsation » du collège, on met en place une ségrégation interne : « *La fabrication des classes, remarque Jean-Paul Payet, produit des ségrégations scolaires, mais également sexuelles et ethniques. Les filles françaises et les garçons d'origine maghrébine sont les deux catégories d'élèves les moins mixées dans les classes* ».

On en vient à se demander si on est encore, dans ces quartiers, dans une logique d'intégration ou (déjà ?) dans une logique de « développement séparé ». L'accent mis sur le rôle social des services de l'Etat, l'association systématique faite entre l'éducation à la citoyenneté et la prévention de la violence, l'absence d'ambition affichée de contrecarrer la sur-ségrégation scolaire ou le racisme des entreprises, en tant qu'employeurs et fournisseurs de stages pour les élèves des lycées professionnels, les signes semblent nombreux d'une forme de résignation à la fameuse fracture territoriale. La question se pose alors d'apprécier dans quelle mesure l'école peut remplir effectivement le rôle qui lui est assigné par le gouvernement d'intégration et d'homogénéisation de la société, dans des quartiers fortement marqués par la ségrégation sociale et culturelle. Ne commence-t-elle pas à remplir, ne remplit-elle pas déjà une fonction d'analgésie sociale, en ayant renoncé à son ambition séculaire de démocratiser la société, de réduire les inégalités ? Pire, par son propre fonctionnement institutionnel, ne contribue-t-elle pas elle-même à la ségrégation urbaine ? Qui n'a connu, habitant ou travaillant dans ces quartiers, au moins une famille ayant déménagé « à cause de l'école » ? En contradiction avec ses missions, son idéologie et les convictions de ceux qui y travaillent, l'école publique ne produit-elle pas ce que certains sociologues, inspirés par la sociologie anglo-saxonne, nomment « l'ethnicité » ? Un repli sur des identités régressives, bricolées ou fantasmées, qui retourne le stigmate d'une origine en fierté identitaire, voire le racisme contre ceux qui n'en sont pas habituellement victimes : les « français », en particulier les professeurs, les conducteurs d'autobus et, plus généralement, tous ceux qui semblent représenter une quelconque autorité publique.



« Faut-il développer les activités scolaires, culturelles et sportives spéciales pour les enfants de ces quartiers, au risque de renforcer leurs différences, ou les aider au contraire à s'intégrer dans la société ? » demande François Ascher. Faut-il construire des collèges, des lycées dans ces quartiers au risque d'en faire des ghettos ethniques ou bien mélanger les élèves dans des établissements réellement hétérogènes situés au centre ville ? On connaît la réponse des maires des banlieues populaires... On les comprend, mais cela ne lève pas nos interrogations. La solution de la crise des banlieues, de la « fracture territoriale » se situe-t-elle en effet dans les banlieues ? Ou, à l'inverse, ne faut-il pas regarder surtout de l'autre côté de la fracture, et rechercher des solutions durables dans une conception globale de la société urbaine ? Sans doute, si l'on accepte par exemple ce que nous dit Adil Jazouli, lorsqu'il écrit dans *Une saison en banlieue* : « Les quartiers et les banlieues populaires sont au cœur même de nos rapports sociaux » (...). Les courants, les contradictions et les problèmes qui traversent les territoires urbains ne sont pas périphériques, à la marge d'une société centrale mieux lotie, mais une loupe qui permet de lire par anticipation la société de demain ».